

# L'Anjou rouge

BULLETIN DE LA FEDERATION ANGEVINE DE LA L.C.R.  
Septembre 2004

 [lcr49@hotmail.com](mailto:lcr49@hotmail.com) /  02-41-25-19-10 (tél.-fax-répondeur)



## Forum Social Européen, Londres, 14-17 octobre 2004 : prochaine étape du mouvement !

Comme les deux précédentes éditions, le Forum Social Européen (FSE) réunira plusieurs dizaines de milliers de participants venus de toute l'Europe autour de plusieurs centaines de débats, d'ateliers, de concerts, de conférences avec des intervenants reconnus (Michael Moore, Naomi Klein, Asian Dub Foundation...) mais aussi des militants de tous types (syndicalistes, écologistes, féministes...). Ce large regroupement anticapitaliste se conclura par une manifestation contre la guerre, le racisme et le libéralisme.

Rien que ça, ça fait déjà un paquet de raisons pour y aller. Mais il y a plus :

D'abord, ce FSE va pouvoir tirer le meilleur des 2 précédents forums: La qualité des débats de celui de Paris, et la combativité de celui de Florence (en particulier en concentrant tout sur un même lieu).

Ensuite, l'implication de la plupart des syndicats anglais, des communautés turques et arabes, et surtout du mouvement anti-guerre anglais (un des plus forts d'Europe), et la présence d'une organisation révolutionnaire forte de 8000 membres devrait faire de ce FSE le plus politique, le plus radical qu'on ait connu, au risque d'en décevoir certains.

Enfin, la grande manifestation du dimanche, qui aura à n'en pas douter une forte couleur anti-guerre, sera un message fort de soutien au mouvement anti-guerre états-unien, à 15 jours des élections présidentielles.

Pour faciliter le déplacement, un bus au départ d'Angers est affrété par le Collectif de Lutte Alter-Mondialiste. Il partira le vendredi 15 au soir pour revenir le lundi 18.

Bien entendu, aucune multinationale ne finance ce forum, ce qui le rend assez cher. Tout compris (Voyage, entrée au Forum, transport à Londres à condition de s'inscrire avant le 1er octobre) il faut compter 80€ pour les étudiants et chômeurs (rabaisable), 100€ pour les salariés. Mais ça vaut le coup!

Prenez votre place le plus rapidement possible (avant le 30 pour bénéficier d'un *pass* pour les bus londoniens) ou, à défaut, donnez de l'argent pour en aider d'autre à partir. Tout soutien est important.

Soyez-en sûr, plus on sera de fous à croire en un autre monde, moins ILS riront!

*Pablo*

**Contact du CLAM pour réserver ou soutenir:**  
0675954103 ou [clam-angers@wanadoo.fr](mailto:clam-angers@wanadoo.fr)  
Inscriptions sur le site du FSE: [www.fse-esf.org](http://www.fse-esf.org)

**Soirée antiguerre** et de mobilisation pour le FSE  
organisée par le CLAM :

Projection à 20h du documentaire  
**"Uncovered"** sur la guerre en Irak  
suivie d'un débat

avec un membre de *Americans against the war*,

**jeudi 7 octobre au cinéma Les 400 coups**

## SOUSCRIPTION « AIDEZ LA LCR »

Chèques à l'ordre de « LCR Souscription » à remettre aux militants (de préférence) ou, à défaut, à retourner à « LCR Souscription », 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil s/bois.

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôt égale à 60% du montant du chèque dans la limite de 20% du revenu imposable

## NON A LA CONSTITUTION – OUI A L'EUROPE DES TRAVAILLEURS

Une vague de nouvelles attaques antisociales déferle sur l'Europe. L'objectif des patrons et des gouvernements dans chaque pays est clair : il faut baisser le coût du travail, en allongeant la durée du travail, en baissant les salaires, en remettant en cause les systèmes de protection sociale. Le gouvernement Raffarin/Chirac a déjà commencé en attaquant le système des retraites, la Sécurité sociale et en privatisant EDF-GDF. Aujourd'hui, le gouvernement Socialiste/Verts en Allemagne, baisse brutalement les allocations chômage et s'apprête à mettre en œuvre une réforme contre la Sécurité sociale.

### NON, MILLE FOIS NON A CETTE CONSTITUTION LIBERALE !

C'est à ce moment, après les traités de Maastricht et d'Amsterdam, que les gouvernements européens se sont mis d'accord pour adopter une Constitution qui grave dans le marbre toutes ces politiques de libre concurrence, de déréglementation, de privatisation des services publics, de dumping social.

Loin d'unifier l'Europe au service des peuples, cette Constitution, combinée à l'élargissement aux pays de l'Est, donne le cadre juridique et politique d'une attaque en règle contre les droits des salariés et des peuples.

### OUI, A L'EUROPE DES PEUPLES ET DES TRAVAILLEURS

Le Non peut et doit être majoritaire. Dans ce contexte, la position de Fabius peut favoriser une victoire du Non et ouvrir, ainsi, une crise politique salutaire pour lutter pour une autre Europe. Mais notre opposition à la Constitution Européenne et la sienne ne sont pas les mêmes. N'oublions pas que Fabius a voté le traité de Maastricht, ou qu'il a soutenu les privatisations et laissé faire ou mis en œuvre nombre de plans de licenciements lorsqu'il était Premier ministre.

Notre Non ! est un Non anticapitaliste, internationaliste, un Non qui s'oppose aux plans de démolition antisociale et aux politiques guerrières de l'Union Européenne. Nous voulons une autre Europe,

De plus, une nouvelle arme vient renforcer l'arsenal de ces attaques antisociales : l'allongement de la durée du travail. En France, on remet en cause les 35 heures, en Allemagne des grandes entreprises comme VolksWagen, Daimler et certaines administrations régionales augmentent le temps de travail jusqu'à 42 heures.

Et dernier argument, pour obliger les salariés à accepter : le chantage à la délocalisation ! Soit, vous travaillez plus longtemps en acceptant des baisses de salaires, soit on ferme l'entreprise et on la délocalise, pour bénéficier d'une main-d'œuvre moins chère !

Alors, on nous dit, « Mais si vous vous opposez à cette Constitution, vous faites le jeu des nationalistes, des De Villiers et Le Pen ». C'est le contraire, qui est en train de se passer. C'est la construction d'une Europe libérale, antisociale et antidémocratique qui encourage le développement de ces courants réactionnaires.

Arrêter cette machine infernale, dire non et mille fois non à cette Europe capitaliste, c'est l'intérêt des peuples!

une Europe au service des peuples, une Europe qui aligne par le haut les droits sociaux, qui aux privatisations oppose des services publics européens, qui défende l'égalité des droits citoyens pour tous les résidents, une Europe qui oppose à la logique du profit capitaliste la satisfaction des besoins sociaux, une Europe qui soit vraiment démocratique où les peuples décident vraiment !

C'est dans cette perspective que nous voulons un large rassemblement unitaire pour imposer un Non de gauche, anticapitaliste ! La LCR-49 est prête à participer à toute initiative allant dans cette direction.

*LCR 49, le 29 septembre 2004*

Ci-dessous, quelques morceaux choisis dans les 260 pages du traité constitutionnel (<http://european-convention.eu.int/>). Son objectif peut se résumer en deux prescriptions : d'une part, ne faire que des déclarations de bonnes intentions, non contraignantes, pour le social et les libertés, d'autre part instituer définitivement les dogmes ultralibéraux (l'unanimité sera requise pour modifier le traité !).

Article I-3-2 : L'Union offre à ses citoyennes et à ses citoyens un espace de liberté, de sécurité et de justice sans frontières intérieures, et un **marché unique où la concurrence est libre et non faussée**.

Article I-4-1 : La **libre circulation** des personnes, des **biens**, des **services** et des **capitaux**, ainsi que la liberté d'établissement sont garanties par l'Union.

Article I-29-1 : La **Banque centrale européenne** [« indépendante » !] et les **banques centrales nationales** des États membres qui ont adopté la monnaie de l'Union, l'euro, **conduisent la politique monétaire de l'Union**.

Article II-15-1 : Toute personne a le droit de travailler [mais pas le droit au travail !].

## Rentrée universitaire à Angers : casse du service public, petits mensonges et vidéo

La presse locale aime se faire l'écho de la rentrée étudiante, mais sans jamais donner d'éclairage sur les missions fondamentales remplies par l'université (transmission des connaissances, recherche). Trop souvent, elle se laisse aller à de la grossière propagande ultralibérale. L'émission « *L'heure locale* » diffusée par TV10 Angers le 21/09 constitua à cet égard un morceau d'anthologie.

Sur fond de louanges à la réforme LMD combattue par les étudiant(e)s l'hiver dernier, n'étaient interrogés que des responsables de filières « professionnelles » et le Président de l'Université. Par un(e) seul(e) syndicaliste, étudiant(e), enseignant(e) ou IATOS n'avait bien sûr été sollicité(e)... Alors que la hausse des droits d'inscription atteint **35%** en second cycle et que les droits « spécifiques » se multiplient dans les filières d'enseignement, le Président a pu affirmer sans être contredit que ces droits « *restent pratiquement inchangés* ». Selon lui, les « *craintes* » du mouvement étudiant de décembre 2003 n'était dues qu'à un « *problème de communication* ». A l'époque, il niait devant l'AG étudiante que les DEUG et maîtrises fussent *de facto* supprimés par la réforme. L'émission TV10 soulignait en revanche (comme un point positif !) que ces diplômes (reconnus par les conventions collectives...) « *disparaissent* ». A coup de phrases grandiloquentes sur la dimension soi-disant « européenne » de la réforme, le reportage faisait silence sur la casse des diplômes nationaux au profit de diplômes de plus en plus locaux en concurrence avec ceux des autres universités. Il est vrai que le sujet principal de l'émission, la mise

en exergue de « *l'adaptation à l'emploi* » des étudiant(e)s (sic !) le révélait indirectement. Deux responsables de filières « profession-nelles » étaient invités à vendre leur marchandise. Comme ils étaient seuls sur le plateau, ce fut au détriment des autres filières de l'Université (notamment généralistes) !

Concurrence généralisée entre universités et à l'intérieur d'un même établissement, diplômes sponsorisés par des intérêts patronaux locaux à portées limitées dans le temps et dans l'espace, tout était dit qui, *a contrario*, confirmait la pertinence du mouvement des étudiant(e)s de 2003. Non, la privatisation larvée des missions de l'Université ne se fait pas au profit des étudiant(e)s/travailleur(r/se)s en formation ! Oui, les filières généralistes doivent pouvoir continuer à exister afin de transmettre et faire vivre les connaissances dans la société. Oui, les filières professionnelles doivent former à un métier, mais non à un poste de travail jetable. Oui, la recherche doit rester à finalité publique avec des fonds publics afin de produire des connaissances disponibles pour tous, et non travailler sous contrats ou projets, avec des précaires et seulement en vue de brevets lucratifs. La mobilisation des étudiant(e)s, enseignant(e)s, IATOS et chercheu(r/se)s reste plus que jamais nécessaire pour stopper la pénétration des réformes libérales dans les têtes de certains universitaires, les universités et les organismes de recherche. Réclamons des moyens publics à la hauteur pour toutes et tous. Oui, **une autre Université est possible !**

Jean-Luc

---

### Services publics en danger

2003 nous a fait connaître la contre réforme des retraites, l'accord scélérat pour les intermittents du spectacle, la baisse d'indemnisation des chômeurs, le premier semestre 2004 nous a fait vivre, de loin, la privatisation d'EDF et l'ouverture aux assureurs privés de la sécurité sociale. Le deuxième semestre nous annonce la casse de nos services postaux et la remise en cause du droit de grève dans les transports. Nous devrions nous sentir tous concernés par les attaques successives des gouvernements et du MEDEF contre les services publics qui, pour certains, pourraient devenir très rentables s'ils étaient privatisés. N'est ce pas ce que demande l'OMC à travers l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) qui tente ni plus ni moins de parvenir au niveau le plus élevé de libéralisation. Et malgré cette casse délibérée, la rentrée est morose dans les services publics comme si une sorte de résignation s'était installée depuis le conflit sur les retraites.

Pourtant avec 4000 postes en moins dans l'Education nationale accompagnée d'une réduction de 30% des emplois ouverts au concours et de la décentralisation effective des ATOS ou des agents de l'équipement, le refus de Sarko de prendre en compte, avec des mesures de préretraite, la dangerosité du travail des pompiers, les 16000 suppressions de postes à l'ETAS, le manque de postes d'éducateurs, le démantèlement de la Caisse des dépôts et consignations et, ajouté à cela la loi liberticide sur la délinquance qui rend tous les acteurs sociaux collaborateurs de la police, il y a de quoi redresser la tête et se battre. Il est donc urgent de se regrouper et, dans un premier temps d'empêcher la fermeture des 6000 bureaux de poste. D'ores et déjà, Olivier Besancenot a adressé aux maires des petites communes menacées une lettre proposant de mettre sur pied des collectifs unitaires regroupant usagers, postiers et élus.

Boris

## La treizième université d'été de la LCR

Elle s'est tenue du 24 au 28 août à Port-Leucate près de Perpignan et a réuni 750 à 800 participant-e-s, dont 1/4 non membre de la LCR. Cette fréquentation dépassait toute espérance, puisqu'égalant le nombre de participant-e-s des 2 années précédentes dans un contexte politique et social sensiblement différent. L'université 2002 s'était tenue dans la foulée de la campagne présidentielle et des manifestations anti-Le Pen, celle de 2003 après le mouvement de mai-juin et dans la perspective d'un accord électoral avec Lutte Ouvrière aux régionales et européennes. Le contrecoup tant redouté de la défaite sans bataille sur la sécu et de l'échec aux élections n'a donc pas empêché à l'université d'été de faire le plein. Relevons en revanche la moindre présence des journalistes pour couvrir l'événement, et un nombre plus faible d'intervenant-e-s extérieur-e-s dû surtout aux difficultés financières que traverse en ce moment la Ligue. De ce contexte est née une ambiance moins effervescente et plus sereine que les deux années précédentes avec des débats tournés moins sur les perspectives de recomposition politique et les rapports de la LCR avec d'autres courants que sur le fond de notre projet anticapitaliste.

La programmation de l'université faisait comme d'habitude la part belle aux questions internationales, avec des ateliers sur l'Afrique (le néocolonialisme et les liens avec l'immigration, le génocide du Rwanda), sur l'Amérique latine (notamment sur les derniers développements au Venezuela après l'échec du référendum révocatoire contre Chavez, ainsi que sur la situation au Brésil et la politique du gouvernement Lula), et enfin la question de la guerre en Irak ou en Palestine (avec la participation d'Elias Sambar), et des perspectives du mouvement anti-guerre. Mais les débats se sont surtout concentrés sur le projet politique de la LCR elle-même et sur le contenu que celle-ci donne à l'anticapitalisme, au communisme et à la révolution. Un groupe de travail est chargé de rédiger le premier jet d'un document central (un « Manifeste ») synthétisant l'ensemble des pistes programmatiques explorées par la LCR depuis quelques années et traçant les contours d'un projet de société alternatif et socialiste adapté à la nouvelle période. Trois axes ont été tracés : mondialisation, marchandisation et guerre ; démocratie politique et démocratie sociale ; démarchandisation du travail et droits sociaux.

Une partie « écologie » a depuis été élaborée. Par ailleurs, d'autres débats de l'université d'été sont venus recouper et alimenter les discussions autour du Manifeste, qu'il s'agisse d'une intervention de Bernard Friot sur la protection sociale et le salaire socialisé, d'une séance de formation sur la notion de dictature du prolétariat et les raisons de son retrait des statuts de la LCR, ou d'une confrontation autour du livre de notre camarade Christian Picquet, *La République dans la tourmente*.

La mise en place de la filière « Manifeste » dans l'université d'été a permis d'ouvrir collectivement le chantier de remise à jour des fondements idéologiques et programmatiques de la LCR, travail qui sera également effectué au niveau local et dont la presse de la LCR se fera l'écho, notamment dans un numéro spécial de *Critique Communiste*. Le Manifeste finalisé sera adopté par les militant-e-s de la LCR lors du prochain congrès, en juin.

Malgré la morosité du contexte social, les luttes passées et à venir n'ont pas été absentes de cette université, la filière « syndicalisme », le cycle « santé-protection sociale » et un atelier sur les attaques contre le code du travail y étant consacrés, sans oublier une plénière faisant un tour d'horizon de la rentrée politique et sociale et le meeting d'Olivier Besancenot appelant à se mobiliser contre le plan Poste, plus largement contre toutes les attaques du gouvernement, et contre la constitution européenne. Enfin, trois débats se sont distingués par leur vivacité et l'âpreté des positions défendues : « le Brésil de Lula » et la participation de notre courant tant à ce gouvernement qu'à la construction du PT lui-même ; « le voile » (dans la continuité polémique des discussions du printemps) ; « le bilan des élections », enfin (débat qui est loin d'être clos...)

Quoi qu'il en soit, cette université était beaucoup plus centrée sur la LCR et son projet à long terme que sur ses rapports aux autres organisations, et a donné le cadre des prochains débats de congrès concernant le Manifeste programmatique et l'orientation politique à adopter. Ce moment central de la vie de l'organisation permet de faire le point sur l'année écoulée, de poser les enjeux de l'année à venir, et pour les non militants de faire connaissance « de l'intérieur » avec la LCR.

*Vincent*

### AGENDA :

- **vendredi 1er octobre à 20 h 30**, l'AFPS organise une soirée "**Retour de Palestine**" à la **MPT Monplaisir**,
- **lundi 11 octobre à 20 h 30 salle du Doyenné**, 56 Bd du Doyenné à Angers, la Fédération des Oeuvres Laïques organise une **conférence - débat** sur "**les enjeux de la constitution européenne**", conférence animée par Anne-Cécile Robert, journaliste au Monde Diplomatique.
- **lundi 18 octobre à 20 h 30 à la MPT Monplaisir**, conférence débat de Pierre-Emmanuel Neurohr, directeur du CNIID (Centre National d'Information Indépendante sur les Déchets) sur le thème "**La gestion des déchets et notre santé - pourquoi l'incinération pose problème ? Quelles alternatives à l'incinération ?**", organisée par la CABA en partenariat avec le GMonde environnement.